

Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade

Article unique.- Est approuvée la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade.

Exposé des motifs

La Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (ci-après la « Convention ») élaborée au sein du Conseil de l'Europe et adoptée par le Comité des Ministres a été ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade.

Le Luxembourg a signé la Convention en date du 3 octobre 1985 mais ne l'a cependant jamais été ratifiée. Deux facteurs peuvent expliquer cette non-ratification :

- D'un côté cette Convention fût ouverte à signature deux ans seulement après l'adoption et l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. Cette loi ne reprend cependant qu'une partie des dispositions de la Convention. Il se peut que du fait de ce « mauvais timing », le législateur à l'époque ne souhaitait pas « rouvrir » cette loi dans l'immédiat et un projet de loi concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux a seulement été déposé le 5 octobre 2000 mais celui-ci ne visait point la ratification de la Convention.
- D'un autre côté le Luxembourg fait preuve d'une certaine lenteur et d'un sentiment de ne pas être véritablement concerné en ce qui concerne la ratification de conventions internationales en la matière comme l'a écrit le Conseil d'Etat dans son avis relatif à la loi d'approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (UNESCO, 1970). Ces « facteurs » viennent peut-être également expliquer le « retard » pris en ce qui concerne l'approbation de la Convention.

Toujours est-il que le présent projet de loi a comme objet d'approuver la Convention et ses dispositions ayant trait à la protection et à la conservation du patrimoine architectural seront pris en compte lors de l'élaboration d'un futur projet de loi « pour une réforme de la loi sur la conservation et la protection des et monuments » (extrait du programme gouvernemental).

En effet, la loi actuelle (loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux) contient d'ores et déjà une série de dispositions de la Convention comme par exemple une procédure de protection ou encore un soutien financier en cas de rénovation, mais l'approbation et la ratification de la Convention permettra d'y intégrer des notions qui font défaut comme notamment certaines définitions, la notion d'inventaire ou encore de conservation intégrée. Par ailleurs, la Convention renforcera

respectivement donnera une base légale à certains volets déjà présent dans la politique gouvernementale actuelle telle que la coopération européenne ou la sensibilisation en la matière.

La Convention part du constat que le « patrimoine architectural de l'Europe témoigne d'une infinie richesse et diversité. La nature de ce patrimoine, les problèmes que soulève sa conservation, les conceptions que s'en font les responsables, peuvent différer sensiblement d'une région à l'autre de l'Europe » et elle a comme objectif de « prendre en compte cette complexité mais elle devait aussi traduire l'unité profonde de l'Europe, qui s'exprime non seulement dans l'imprégnation culturelle de son soi mais dans la similitude d'interrogations et de défis qu'elle doit affronter aujourd'hui. ».

Du point de vue du contenu la Convention comprend deux volets principaux : la protection et la conservation du patrimoine architectural et la coopération européenne en faveur de la protection d ce patrimoine.

En ce qui concerne le premier volet, la Convention prévoit une série de définitions ainsi que l'obligation pour les Etats membres d'établir un inventaire, de prévoir un régime de protection avec autorisation préalable et des sanctions. Par ailleurs, la Convention prévoit encore une politique de conservation intégrée à tous les niveaux, insérant notamment la protection du patrimoine architectural parmi les objectifs essentiels de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (via les plans d'aménagement généraux), favorisant la restauration, l'entretien et la mise en valeur du patrimoine architectural et favorisant l'utilisation des biens protégés compte tenu de la vie contemporaine.

En ce qui concerne le deuxième volet, la Convention insiste sur l'échange d'informations au niveau européen et la sensibilisation du public, dès l'âge scolaire, au patrimoine architectural.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article comporte les définitions des trois catégories de biens immeubles qui constituent le « patrimoine architectural » à savoir :

-les « monuments » qui visent, d'après le rapport explicatif de la Convention, les œuvres d'architecture ou des réalisations ou techniques, immeubles sises en milieu urbain ou rural. A noter que cette définition s'étend aux « installations ou aux éléments décoratifs faisant partie intégrante de ces réalisations » (p.ex : boiserie, fresque...).

- les « ensembles architecturaux » comprend les groupements de constructions en milieu rural ou urbain qui sont homogènes et répondent à certains critères (p.ex : centre urbain historique). Il convient de noter que notre loi actuelle ne prévoit pas la notion « d'ensemble architectural » mais que la jurisprudence reconnaît d'ores et déjà cette notion telle que définie dans la Convention (arrêts de la Cour administrative portant les numéros 32619C et 32492C). Par ailleurs dans son avis de 2002 sur le projet de loi n° 4715, le Conseil d'Etat a déploré le manque de définitions.

-les « sites » incluent des œuvres combinées de l'homme et de la nature partiellement construites qui sont suffisamment homogènes pour être délimités (p.ex. un parc).

Ces définitions doivent répondre à une série de critères y énumérés comme par exemple l'intérêt historique, archéologique, artistique...

Article 2

Cet article pose l'obligation pour les Etats parties à la Convention d'établir un instrument d'identification des biens à protéger sous forme d'inventaire avec constitution d'une documentation appropriée.

Il convient de noter que la loi actuelle ne prévoit pas l'obligation d'établissement d'un inventaire mais que cet inventaire a tout de même été entamé ensemble avec les communes (dans le cadre de l'élaboration des PAG). Un inventaire complet et réalisé de façon homogène par l'Etat permettrait de répertorier tous les biens susceptibles de protection de sorte qu'en cas de menace (par une destruction p.ex.) une procédure de classement pourrait être rapidement engagée.

Article 3

Cet article fait peser sur les Etats parties à la Convention l'obligation d'élaboration d'un régime légal de protection du patrimoine architectural et de la mise en œuvre de celui-ci.

Article 4

Cet article décrit le régime juridique s'appliquant au patrimoine protégé et à éviter que les biens soient défigurés, dégradés ou démolis par le biais d'un mécanisme d'autorisation préalable pour les divers types de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine architectural.

Il est également prévu que les pouvoirs publics peuvent mettre en demeure un propriétaire qui n'effectue pas les travaux nécessaires ou la possibilité d'exproprier un bien protégé. Il convient de noter que le régime de protection existe d'ores et déjà sous la loi actuelle.

Article 5

Cet article interdit tout déplacement de tout ou partie d'un monument protégé. En effet on considère qu'un bien est inséparable de l'histoire dont il est le témoin et du milieu où il se situe. Un déplacement ne peut uniquement être effectué en cas de garanties techniques suffisantes au montage et démontage.

Article 6

Cet article impose aux Etats parties à la Convention de prévoir un soutien financier de la part des pouvoirs publics pour les travaux d'entretien et de restauration qui peuvent consister en des mesures fiscales. Le texte prévoit aussi que les Etats parties encouragent les initiatives privées.

A noter que la loi actuelle ne prévoit qu'un système d'aides directes pour les travaux concernant un immeuble protégé au niveau national ou communal mais pas de mesures de déductibilité fiscale de ces travaux par exemple.

Article 7

Cet article prescrit aux Etats parties à la Convention l'obligation d'améliorer l'espace autour des monuments (p.ex. par aménagement de places ou de jardins publics).

Article 8

Cet article implique que chaque Etat partie à la Convention dégage des moyens de lutte contre les effets pervers de la pollution et d'y prendre en compte l'impératif de sauvegarde du patrimoine architectural.

Article 9

Suivant cet article les Etats parties à la Convention doivent prévoir un régime de sanction en cas d'infraction à la législation protégeant le patrimoine architectural.

Article 10

Suivant cet article les Etats parties doivent adopter une politique de conservation intégrée et doivent prendre soin des biens figurant à l'inventaire et en préserver l'intégrité, dans les limites de leur compétence et dans l'exercice de leurs missions. Cette notion implique également que la protection du patrimoine architectural

- figure parmi les objectifs essentiels de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,
- qu'il est important d'émettre en œuvre des programmes de restauration et d'entretien,
- que des liens soient établis entre protection du patrimoine architectural, amélioration du mode de vie et aménagement urbain,
- de favoriser l'application de techniques et de matériaux traditionnels.

Article 11

Cet article pose le principe que les biens protégés doivent en principe être utilisés compte tenu des besoins de la vie contemporaine tout en respectant leur caractère et leur intérêt architectural, historique, archéologique... Ils peuvent recevoir une nouvelle affectation si cela s'avère approprié.

L'article se rapproche de l'article 5 de la Charte de Venise suivant laquelle « la conservation des monuments est toujours favorisée par l'affectation de ceux-ci à une fonction utile à la société ; une telle affectation est donc souhaitable mais ne peut altérer l'ordonnance ou le décor des édifices ». En cas d'adaptation d'un bâtiment à des fonctions nouvelles il faut par conséquent que les travaux ne soient irréversibles.

Article 12

Cet article pose le principe que l'ouverture au public avec ses aménagements d'accès ne doit pas porter atteinte au caractère architectural du bien.

Article 13

Suivant cet article les Etats parties à la Convention suivent les principes de la conservation intégrée et favorisent collaboration entre les services administratifs concernés.

Article 14

Cet article pose le principe que les autorités publiques, les organisations privées et le public soient impliquées dans le processus de décision en matière de protection du patrimoine architectural.

Article 15

Cet article pousse les Etats parties à la Convention à favoriser la sensibilisation et la connaissance de l'opinion publique (et ce dès l'âge scolaire) aux sujet de la protection du patrimoine architectural et qu'il est important d'éclairer les liens existant entre architecture, arts, traditions et modes de vie.

Article 16

Suivant cet article les Etats membres favorise la formation des diverses professions en relation avec la protection du patrimoine architectural.

Article 17

Cet article oblige les Etats parties à la Convention à s'échanger les informations sur leurs politiques de conservation respectives et ce dans différents secteurs. Le but est que cet échange conduise à l'élaboration de politiques concertées du patrimoine communes aux parties.

Article 18

Suivant cet article les Etats parties se prêtent assistance mutuelle en la matière.

Article 19

Cet article vise à favoriser l'échange de spécialiste de la conservation du patrimoine architectural.

Article 20

Cet article institue un comité chargé de suivre l'application de la Convention. Cet article explique les fonctions ainsi que le statut de ce comité d'experts (soumission périodique d'un rapport sur la situation des politiques de conservation, proposition de mesures y ayant trait et recommandations au Comité des Ministres.

Article 21

Cet article règle l'articulation entre la Convention et celle concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel», adoptée par la Conférence générale de l'Unesco le 16 novembre 1972 et la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique du 6 mai 1969.

Ainsi la Convention ne porte pas atteinte aux dispositions spécifiques plus favorables des conventions précitées.

Articles 22 à 27

Ces articles constituent des clauses finales types au sein des conventions élaborées au sein du Conseil de l'Europe. A noter l'article 25 concerne la possibilité de formuler des réserves au moment de la signature ou au moment du dépôt de l'instrument de ratification.

Fiche financière

Le présent avant-projet de loi n'a pas d'impact financier direct.



Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe

Grenade, 3.X.1985

Le traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne est entré en vigueur le 1er décembre 2009. Par conséquent, à partir de cette date, toute mention de la Communauté économique européenne doit être lue comme l'Union européenne.

Rapport explicatif
English
Traductions

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Reconnaissant que le patrimoine architectural constitue une expression irremplaçable de la richesse et de la diversité du patrimoine culturel de l'Europe, un témoin inestimable de notre passé et un bien commun à tous les Européens;

Vu la Convention culturelle européenne signée à Paris le 19 décembre 1954 et notamment son article 1^{er};

Vu la Charte européenne du patrimoine architectural adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 26 septembre 1975 et la Résolution (76) 28, adoptée le 14 avril 1976, relative à l'adaptation des systèmes législatifs et réglementaires nationaux aux exigences de la conservation intégrée du patrimoine architectural;

Vu la Recommandation 880 (1979) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative à la conservation du patrimoine architectural;

Compte tenu de la Recommandation n° R (80) 16 du Comité des Ministres aux Etats membres concernant la formation spécialisée des architectes, urbanistes, ingénieurs du génie civil et paysagistes ainsi que la Recommandation n° R (81) 13 du Comité des Ministres adoptée le 1^{er} juillet 1981 concernant les actions à entreprendre en faveur de certains métiers menacés de disparition dans le cadre de l'activité artisanale;

Rappelant qu'il importe de transmettre un système de références culturelles aux générations futures, d'améliorer le cadre de vie urbain et rural et de favoriser par la même occasion le développement économique, social et culturel des Etats et des régions;

Affirmant qu'il importe de s'accorder sur les orientations essentielles d'une politique commune qui garantisse la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine architectural,

Sont convenus de ce qui suit:

- bien protégé d'effectuer des travaux ou de se substituer à lui en cas de défaillance de sa part;
- d. la possibilité d'exproprier un bien protégé.

Article 5

Chaque Partie s'engage à proscrire le déplacement de tout ou partie d'un monument protégé, sauf dans l'hypothèse où la sauvegarde matérielle de ce monument l'exigerait impérativement. En ce cas, l'autorité compétente prendrait les garanties nécessaires pour son démontage, son transfert et son remontage dans un lieu approprié.

Mesures complémentaires

Article 6

Chaque Partie s'engage à:

1. prévoir, en fonction des compétences nationales, régionales et locales et dans la limite des budgets disponibles, un soutien financier des pouvoirs publics aux travaux d'entretien et de restauration du patrimoine architectural situé sur son territoire;
2. avoir recours, le cas échéant, à des mesures fiscales susceptibles de favoriser la conservation de ce patrimoine;
3. encourager les initiatives privées en matière d'entretien et de restauration de ce patrimoine.

Article 7

Aux abords des monuments, à l'intérieur des ensembles architecturaux et des sites, chaque Partie s'engage à susciter des mesures visant à améliorer la qualité de l'environnement.

Article 8

Chaque Partie s'engage en vue de limiter les risques de dégradation physique du patrimoine architectural:

1. à soutenir la recherche scientifique en vue d'identifier et d'analyser les effets nuisibles de la pollution et en vue de définir les moyens de réduire ou d'éliminer ces effets;
2. à prendre en considération les problèmes spécifiques de la conservation du patrimoine architectural dans les politiques de lutte contre la pollution.

Sanctions

Article 9

Chaque Partie s'engage, dans le cadre des pouvoirs qui sont les siens, à faire en sorte que les infractions à la législation protégeant le patrimoine architectural fassent l'objet de mesures appropriées et suffisantes de la part de l'autorité compétente. Ces mesures peuvent entraîner, le cas échéant, l'obligation pour les auteurs de démolir un nouvel édifice construit irrégulièrement ou de restituer l'état antérieur du bien protégé.

Politiques de conservation

Article 10

Chaque Partie s'engage à adopter des politiques de conservation intégrée qui:

1. placent la protection du patrimoine architectural parmi les objectifs essentiels de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et qui assurent la prise en compte de cet impératif aux divers stades de l'élaboration des plans d'aménagement et des procédures d'autorisation de travaux;
2. suscitent des programmes de restauration et d'entretien du patrimoine architectural;
3. fassent de la conservation, de l'animation et de la mise en valeur du patrimoine architectural, un élément majeur des politiques en matière de culture, d'environnement et d'aménagement du territoire;
4. favorisent, lorsque c'est possible, dans le cadre des processus d'aménagement du territoire et de l'urbanisme, la conservation et l'utilisation de bâtiments dont l'importance propre ne justifierait pas une protection au sens de l'article 3, paragraphe 1, de la présente Convention, mais qui présenterait une valeur d'accompagnement du point de vue de l'environnement urbain ou rural ou du cadre de vie;
5. favorisent l'application et le développement, indispensables à l'avenir du patrimoine, des techniques et matériaux traditionnels.

Article 11

Chaque Partie s'engage à favoriser, tout en respectant le caractère architectural et historique du patrimoine:

- o l'utilisation des biens protégés compte tenu des besoins de la vie contemporaine;
- o l'adaptation, lorsque cela s'avère approprié, de bâtiments anciens à des usages nouveaux.

Article 12

Tout en reconnaissant l'intérêt de faciliter la visite par le public des biens protégés, chaque Partie s'engage à faire en sorte que les conséquences de cette ouverture au public, notamment les aménagements d'accès, ne portent pas atteinte au caractère architectural et historique de ces biens et de leur environnement.

Article 13

Afin de faciliter la mise en œuvre de ces politiques, chaque Partie s'engage à développer dans le contexte propre de son organisation politique et administrative, la coopération effective aux divers échelons des services responsables de la conservation, de l'action culturelle, de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Participation et associations

Article 14

En vue de seconder l'action des pouvoirs publics en faveur de la connaissance, la protection, la restauration, l'entretien, la gestion et l'animation du patrimoine architectural, chaque Partie s'engage:

1. à mettre en place, aux divers stades des processus de décision, des structures d'information, de consultation et de collaboration entre l'Etat, les collectivités locales, les institutions et associations culturelles et le public;
2. à favoriser le développement du mécénat et des associations à but non lucratif œuvrant en la matière.

Information et formation

Article 15

Chaque Partie s'engage:

1. à valoriser la conservation du patrimoine architectural dans l'opinion publique aussi bien en tant qu'élément d'identité culturelle que comme source d'inspiration et de créativité pour les générations présentes et futures;
2. à promouvoir à cette fin des politiques d'information et de sensibilisation notamment à l'aide de techniques modernes de diffusion et d'animation, ayant en particulier pour objectif:
 - a. d'éveiller ou d'accroître la sensibilité du public, dès l'âge scolaire, à la protection du patrimoine, à la qualité de l'environnement bâti et à l'expression architecturale;
 - b. de mettre en évidence l'unité du patrimoine culturel et des liens existant entre l'architecture, les arts, les traditions populaires et modes de vie, que ce soit à l'échelon européen, national ou régional.

Article 16

Chaque Partie s'engage à favoriser la formation des diverses professions et des divers corps de métiers intervenant dans la conservation du patrimoine architectural.

Coordination européenne des politiques de conservation

Article 17

Les Parties s'engagent à échanger des informations sur leurs politiques de conservation en ce qui concerne:

1. les méthodes à définir en matière d'inventaire, de protection et de conservation des biens, compte tenu de l'évolution historique et de l'augmentation progressive du patrimoine architectural;
2. les moyens de concilier pour le mieux l'impératif de protection du patrimoine architectural et les besoins actuels de la vie économique, sociale et culturelle;
3. les possibilités offertes par les technologies nouvelles, concernant à la fois l'identification et l'enregistrement, la lutte contre la dégradation des matériaux, la recherche scientifique, les travaux de restauration et les modes de gestion et d'animation du patrimoine architectural;
4. les moyens de promouvoir la création architecturale qui assure la contribution de notre époque au patrimoine de l'Europe.

Article 18

Les Parties s'engagent à se prêter chaque fois que nécessaire une assistance technique mutuelle s'exprimant dans un échange d'expériences et d'experts en matière de conservation du patrimoine architectural.

Article 19

Les Parties s'engagent à favoriser, dans le cadre des législations nationales pertinentes ou des accords internationaux par lesquels elles sont liées, les échanges européens de spécialistes de la conservation du patrimoine architectural, y compris dans le domaine de la formation permanente.

Article 20

Aux fins de la présente Convention, un comité d'experts institué par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en vertu de l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe est chargé de suivre l'application de la Convention et en particulier:

1. de soumettre périodiquement au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la situation des politiques de conservation du patrimoine architectural dans les États

- Parties à la Convention, sur l'application des principes qu'elle a énoncés et sur ses propres activités;
2. de proposer au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe toute mesure tendant à la mise en œuvre des dispositions de la Convention, y compris dans le domaine des activités multilatérales et en matière de révision ou d'amendement de la Convention ainsi que d'information du public sur les objectifs de la Convention;
 3. de faire des recommandations au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la Convention.

Article 21

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à l'application des dispositions spécifiques plus favorables à la protection des biens visés à l'article 1 contenues dans:

- o la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 16 novembre 1972;
- o la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique du 6 mai 1969.

Clauses finales

Article 22

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat membre qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil ainsi que la Communauté économique européenne à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.
2. Pour tout Etat adhérent ou pour la Communauté économique européenne en cas d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 24

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en

ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 25

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il se réserve le droit de ne pas se conformer en tout ou en partie aux dispositions de l'article 4, paragraphes c et d. Aucune autre réserve n'est admise.
2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.
3. La Partie qui a formulé la réserve au sujet de la disposition mentionnée au premier paragraphe ci-dessus ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Article 26

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 27

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention et à la Communauté économique européenne adhérente:

- a. toute signature;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 22, 23 et 24;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Grenade, le 3 octobre 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, ainsi qu'à tout Etat ou à la Communauté économique européenne invités à adhérer à la présente Convention.



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade
Ministère initiateur :	Ministère de la Culture
Auteur(s) :	Beryl Bruck
Téléphone :	24776610
Courriel :	bruck.beryl@mc.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Ministère des affaires étrangères Groupe de travail "protection du Patrimoine" avec notamment des représentants du Syvicol, Mouveco, Associations de protection du patrimoine, architectes, Ministère de l'intérieur, Ministère du développement durable
Date :	04/03/2015



Mieux légiférer

1

Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles : du Syvicol, Mouveco, Associations de protection du patrimoine, architectes,
Ministère de l'intérieur, Ministère du développement durable"/>

Remarques / Observations :

2

Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : Oui Non
- Citoyens : Oui Non
- Administrations : Oui Non

3

Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a. ¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la
taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

4

Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et
publié d'une façon régulière ? Oui Non

Remarques / Observations :

5

Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des
régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer
la qualité des procédures ? Oui Non

Remarques / Observations :



6

Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :

10

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

Oui Non N.a.



Sinon, pourquoi ?

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

Oui Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui Non

Remarques / Observations :

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui Non N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

pas disposition spécifiques s'appliquant uniquement aux hommes ou aux femmes

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)